

[Traduction]

LES EXPORTATIONS ENVISAGÉES DE GAZ NATUREL—LES
RÉPERCUSSIONS SUR LE COÛT DE L'ÉNERGIE POUR LES
ENTREPRISES CANADIENNES

M. Roland de Corneille (Eglinton-Lawrence): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre d'État chargé du Commerce international. Étant donné que l'industrie canadienne, pour pouvoir prendre de l'expansion et prospérer, doit absolument compter sur des approvisionnements en énergie sûrs et offerts à un prix raisonnable, le ministre a-t-il été consulté avant que cette décision soit prise et, dans l'affirmative, comment, d'après lui, les exportations de gaz naturel qu'on se propose de faire peuvent-elles avoir pour effet d'encourager et d'aider l'industrie canadienne à courir le risque de prendre de l'expansion ou de lancer de nouvelles entreprises? Croit-il que l'industrie puisse baser toutes ses décisions concernant l'avenir uniquement sur les chiffres annoncés par l'Office national de l'énergie?

L'hon. Michael Wilson (ministre d'État chargé du Commerce international): Monsieur l'Orateur, je crois avoir répondu en partie à la question que le député vient de poser dans la réponse que je donnais tantôt. Il ne faut pas oublier, comme l'a fait remarquer le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, que les travaux de prospection et d'exploitation dans l'Ouest créeront de nombreux emplois et donneront lieu à une grande activité.

Un autre élément se rattache à la question du député et c'est l'offre et la demande de ressources énergétiques au Canada dont la proposition de l'Office de l'énergie a tenu compte. L'industrie a parfaitement raison d'avoir confiance, car nous sommes confiants au Canada d'avoir des approvisionnements d'énergie pour de nombreuses années à venir grâce à la politique que préconise le gouvernement actuel. C'est là un élément très important de notre expansion industrielle générale.

[Français]

ON DEMANDE AU PREMIER MINISTRE COMMENT IL PEUT
CONCILIER SES DEUX DÉCLARATIONS

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur le président, je désire poser une question au très honorable premier ministre. Comme le député de Sault-Sainte-Marie vient de le dire dans sa question, maintenant que le premier ministre a déclaré, d'une part, qu'il savait depuis longtemps qu'il y avait une possibilité de pénurie de pétrole cet hiver au Québec et dans le Canada et que, d'autre part, le 6 novembre, dans une lettre adressée au chef du Parti Crédit Social du Canada, il a affirmé qu'il n'y aurait pas de pénurie de pétrole au Québec et dans les provinces Maritimes, j'aimerais lui demander s'il peut dire à la Chambre comment il peut concilier ses deux déclarations?

Le très hon. Joe Clark (premier ministre): Monsieur l'Orateur, comme je viens de le dire en anglais à l'honorable député de Sault-Sainte-Marie, j'ai qualifié mes remarques ce matin en indiquant qu'il y a eu connaissance de certaines possibilités, comme une augmentation imprévue de la demande des consommateurs, la rigueur de l'hiver, des choses de ce genre. Nous avons reçu chaque mois de l'Office national de l'énergie leurs données les plus récentes possibles sur l'état des approvisionnements canadiens et la possibilité d'une pénurie. Jusqu'à main-

Questions orales

tenant, l'Office national de l'énergie indiquait qu'il n'y aura pas la possibilité d'une pénurie au Canada. Maintenant, à cause de certains changements dans le taux de consommation de pétrole partout au Canada, il y a eu un changement de l'analyse de l'Office national de l'énergie. Je crois que la chose la plus valable pour nous, c'est signaler la nécessité pour tous les Canadiens de conserver le pétrole pour assurer qu'il n'y aura pas de pénurie.

● (1140)

[Traduction]

M. Nystrom: Monsieur l'Orateur, le premier ministre peut-il dire à la Chambre s'il a l'impression d'avoir été franc envers la Chambre étant donné qu'il n'ignorait pas qu'il pourrait y avoir une pénurie, puisqu'il avait écrit au chef du parti Crédit Social du Canada en ce sens et qu'il a dit la même chose à la Chambre le 6 novembre? Était-il franc?

M. Clark: Monsieur l'Orateur, j'étais franc.

[Français]

Dans ma réponse au chef du Parti Crédit Social du Canada, je disais, selon les renseignements que je possédais au moment où j'ai écrit la lettre, qu'il n'y aurait pas de pénurie ou de possibilité de pénurie de pétrole. Par la suite, il y a eu un changement dans l'analyse de l'Office national de l'énergie, et cela est assez régulier.

M. LeBlanc: Il y a eu un changement après la tenue du vote.

M. Clark: Maintenant, il y a une plus grande possibilité de pénurie...

M. LeBlanc: Où sont les créditistes ce matin?

M. Clark: ... mais, et je le souligne encore, ...

M. Ouellet: Vous vous êtes fait dire des mensonges.

M. Clark: ... la grande obligation de tous les députés, de tous les Canadiens, consiste à faire face aux réalités et à comprendre que le meilleur moyen pour nous d'aider les Québécois et les citoyens des provinces de l'Atlantique sera d'attacher beaucoup plus d'importance à la conservation.

* * *

LA SANTÉ

ON DEMANDE SI LE GOUVERNEMENT VERSERA 20 MILLIONS DE
DOLLARS À LA RECHERCHE EN GÉRONTOLOGIE

L'hon. Monique Bégin (Saint-Léonard-Anjou): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Hier, Statistique Canada publiait la fameuse étude intitulée *Hôpitaux: Horizons 2031* qui établit clairement que dans les cinq prochaines décennies la population âgée du Canada augmentera à un point tel qu'en fait elle quintuplera et que la capacité totale actuelle des lits d'hôpitaux du Canada serait occupée par des personnes âgées. Dans cette conjoncture, je voudrais demander au ministre s'il peut dire à la Chambre quand son gouvernement honorera la promesse électorale du 3 mai dernier où il disait qu'il donnerait immédiatement 20 millions de dollars de plus pour la recherche médicale en gérontologie?